Introduction

Jacques Forster

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1501>

DOI : 10.4000/aspd.1501

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 1996

Pagination : IX-XII

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

Jacques Forster, « Introduction », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 15 | 1996, mis en ligne le 16 mai 2013, consulté le 24 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1501> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1501>

Introduction

Une question surgit de façon récurrente: Le Tiers Monde existe-t-il encore? Est-ce toujours un concept pertinent pour l'analyse des relations internationales?

On peut, pour tenter d'y répondre, se reporter à l'origine du concept, né en 1952 sous la plume du démographe français Alfred Sauvy. Il le conçut par référence au Tiers-Etat qui, à l'époque de la Révolution française, représentait la vaste majorité de la population, qui n'était "rien dans l'ordre politique" et qui voulait "devenir quelque chose".

Depuis 1952, le groupe des pays en développement formant le Tiers Monde a considérablement changé. La diversité des pays inclus sous cette appellation s'est accrue et leurs points communs ne sont plus guère perceptibles. L'ensemble des pays en développement n'a plus ce minimum d'homogénéité et de cohésion qui lui donnait la conscience d'avoir des intérêts communs à défendre face aux pays industrialisés. La fin de la guerre froide a encore affaibli cette identité commune qui s'appuyait aussi sur la volonté de rester "non alignés" dans le conflit planétaire des deux blocs antagonistes.

Mais le Tiers-Monde n'a pas disparu pour autant. Il y a malheureusement encore aujourd'hui des dizaines de pays qui ne participent ni à la gestion des affaires communes de la planète, ni à sa prospérité. Parmi eux, les 48 pays appartenant au groupe des pays les moins avancés (PMA), comptant quelques 550 millions d'habitants, et qui ont vu au cours de ces dernières années, leur produit intérieur brut par habitant diminuer et leur place dans l'économie mondiale devenir de plus en plus marginale. Les besoins de base de la majorité de la population n'y sont pas couverts. De nombreux PMA sont en outre déchirés par des guerres et des conflits internes. Ce processus de marginalisation et de paupérisation touche aussi de larges proportions de la population d'autres pays en développement n'appartenant pas au groupe des PMA. Il n'épargne pas non plus les groupes les plus vulnérables dans les pays industrialisés et dans les sociétés en transition d'Europe de l'Est et de l'ex-URSS. Le Tiers Monde d'Alfred Sauvy existe donc toujours, même si sa configuration géographique n'est plus celle de 1952.

Au cours des prochaines années, l'évolution de l'économie mondiale sera marquée par la mise en oeuvre progressive des accords issus de l'Uruguay Round. Des études réalisées sur les effets de l'Uruguay Round sur les pays en développement montrent que si *globalement*, ces pays devraient bénéficier de la libéralisation de l'économie mondiale, ce ne sera pas le cas pour les pays les plus pauvres. D'une part, ils risquent fort de payer plus cher leurs importations de denrées alimentaires et de voir s'éroder les avantages préférentiels que leur procuraient les systèmes généralisés de préférences mis en place par les pays industriels. D'autre part, les PMA ont des caractéristiques structurelles (exportations peu diversifiées, infrastructures insuffisantes, administrations faibles) qui les empêcheront de participer à l'essor du commerce mondial attendu du cycle de l'Uruguay.

Leur marginalisation s'en trouvera donc accentuée et les écarts de revenu, de bien-être continueront à se creuser entre ce groupe de pays et le reste du monde. Or, les grandes conférences de ces dernières années sur des thèmes tels que la population mondiale, l'environnement, le développement social, sont arrivées à la conclusion que la réduction des disparités à l'échelle internationale est une condition *sine qua non* de la résolution de ces problèmes globaux.

Dans ce contexte, une approche cohérente des relations Nord-Sud requiert que des mesures spécifiques soient prises pour éviter, ou du moins limiter, la dérive vers un monde de plus en plus inégalitaire. C'est le rôle premier de la coopération internationale au développement qui est un complément indispensable aux mesures de libéralisation. La mise en évidence du rôle du marché dans le développement économique ne doit pas être prétexte à une réduction de l'action conjointe des pouvoirs publics du Sud et du Nord pour transformer les structures à l'origine du développement inégal. Cette tâche essentielle, et à long terme, de la coopération au développement doit être rappelée au moment où, dans la plupart des pays industriels, les mesures d'austérité budgétaire touchent l'aide publique au développement. (APD) Il ne faudrait pas que les PMA, ce groupe de pays particulièrement vulnérables fassent les frais des mesures d'économie. N'oublions pas que, depuis 1990, la part de l'APD affectée à ces pays a diminué (y compris l'aide bilatérale de la Suisse) et que le volume de l'APD qui leur est destiné n'atteint pas les objectifs définis par la communauté internationale.

Parmi les questions qui n'ont pas été réglées par l'Uruguay Round et qui intéressent particulièrement les pays en développement figure celle des clauses sociales, c'est à dire du lien entre le commerce international et les conditions de travail dans les pays exportateurs. La partie **"Analyses et positions"** de l'Annuaire 1996 est, pour l'essentiel, consacrée à ce dossier. Nous désirons ainsi mettre à disposition de nos lecteurs des éléments

d'analyse et des informations sur une des questions qui seront au centre des relations économiques Nord-Sud au cours de ces prochaines années.

Ce dossier s'ouvre avec un article de Didier Chambovey qui présente l'état des réflexions et des recherches sur l'opportunité d'introduire des clauses sociales. On ne saurait traiter de cette question sans disposer d'un éclairage venant du Sud. Nous avons donc demandé à Debapriya Bhattacharya, un collègue du Bangladesh Institute of Development Studies à Dhaka, de rédiger une contribution que nous publions en anglais, sa version originale, confiant que ceci ne sera pas un obstacle pour nos lecteurs. Le dossier comprend également:

- une contribution de Christoph Stückelberger sur les raisons éthiques d'introduire des clauses sociales;
- les résultats d'une enquête sur le point de vue d'ONG présentés par Michel Egger et Catherine Schümperli;
- la présentation de deux expériences d'acteurs économiques suisses, Jacques Zwahlen, directeur général de Veillon SA et de Rolf Buser et Monika Schmutz de la Fondation Max Havelaar. Ces deux institutions furent parmi les premières à avoir introduits des normes sociales dans leurs pratiques commerciales.

En outre, la partie "**Analyses et positions**" comprend un article d'un genre nouveau pour l'Annuaire: il s'agit de l'analyse de la contribution d'une grande organisation internationale - la FAO, à la solution d'un problème global - la faim. L'auteur, Anton Kohler, aborde également la politique de la Suisse au sein de cette institution. Nous entendons à l'avenir aborder de la même façon d'autres institutions multilatérales.

L'Annuaire Suisse Tiers Monde 1996 comprend également .

- une **revue des événements** survenus jusqu'en novembre 1995 concernant les relations de la Suisse avec les pays en développement, tant bilatérales que multilatérales. Cette année, une place relativement importante a été donnée aux questions liées aux transferts et à l'utilisation d'armes. Ceci se justifie non seulement par le calendrier des conférences internationales, mais aussi par notre souci de présenter toutes les dimensions des relations Nord-Sud, afin d'alimenter la réflexion et le débat sur la cohérence des politiques des pays industriels vis-à-vis des pays en développement. La Revue met aussi l'accent sur le développement humain, en raison notamment de la tenue en 1995 du Sommet mondial pour le développement social et de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes.

- une **bibliographie** des ouvrages, articles et documents parus depuis la publication de l'Annuaire 1995 sur les relations Suisse-Tiers Monde;
- un **recueil de statistiques** portant sur le commerce, les flux financiers et l'aide publique au développement;
- un **index analytique** se référant à la partie "Revue" de l'Annuaire.

Je souhaite remercier très chaleureusement les auteurs de la partie "Analyses et positions" de l'Annuaire qui ont répondu très spontanément à notre appel en dépit de leurs nombreuses activités et lourdes responsabilités. Ma gratitude va également aux personnalités de l'Administration fédérale, des associations faîtières, des oeuvres d'entraide qui nous assiste dans la collecte et la vérification des données que nous publions. C'est à elles que nous devons la fiabilité de l'Annuaire. Il va cependant de soi que nous assumons l'entière responsabilité des erreurs qui se seraient néanmoins incrustées dans les pages qui suivent.

Je remercie enfin toute l'équipe qui assure l'édition de l'Annuaire, y compris les traductions et les corrections ainsi que, cela va sans dire, mes collègues du Comité de rédaction qui partagent la responsabilité de la conception et de la rédaction de cet ouvrage de référence.

Jacques Forster
Professeur à l'IUED
Responsable du Comité de rédaction